

# PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION  
DES COLLECTIVITES  
LOCALES ET DE  
L'ENVIRONNEMENT

## ARRETE

portant autorisation d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement

BUREAU  
DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU DEVELOPPEMENT  
DURABLE  
N°IC 2003/7555  
LA

Le Préfet des Côtes d'Armor,

Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

- VU le Code de l'Environnement ;et notamment le livre V
- VU le Code du Travail et notamment le livre II,
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, et 1<sup>ER</sup> août 2005 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 1° de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 20 novembre 1980 au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « LE BELLEGO Maurice » l'autorisant à exploiter au lieu-dit « La Ville au Cointre » en SAINT JACUT DU MENE , un élevage porcin de 404 porcs de plus de 30 kg (soit 504 pl. engraissement)
- VU l'arrêté préfectoral du 24 juin 1988 modifié le 25 janvier 1994, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « PERRON Dominique » l'autorisant à exploiter en LOUDEAC au lieu-dit « La Tourelle » un élevage porcin de 1281 pl. animaux équivalents, repris par la S.C.E.A. de la BELLE JOIE, le 10 février 2005,
- VU l'arrêté préfectoral du 23 juin 2000, modifié le 27 septembre 2005, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « SCEA DE LA BELLE JOIE », l'autorisant à exploiter en LOUDEAC au lieu-dit « La Belle Joie » un élevage porcin de 3644 pl. d'animaux équivalents (soit 112 pl. maternité, 423 pl. gestantes-verraterie, 1500 pl. post-sevrage, 1579 pl. engraissement, 30 pl. quarantaine-infirmerie); et en TREVE au lieu-dit « les Isles » un élevage porcin de 1032 pl. animaux équivalents (soit 360 pl. post sevrage et 672 pl. engraissement ) soit au total 4258 pl. animaux équivalents.

- VU l'arrêté ministériel du 7 janvier 2002 du Ministre de l' Aménagement du territoire et de l'environnement relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2170 « engrais et supports de culture (fabrication des ) à partir de matières organiques » et mettant en œuvre un procédé de transformation biologique aérobie) (compostage) des matières organiques ;
  - VU l'arrêté préfectoral du 4 avril 2002 au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « MAHE Danièle » relatif à l'exploitation en SAINT MAUDAN au lieu-dit « La Ville Gestin » un élevage porcin de 450 pl. animaux équivalents (450 pl. engraissement), repris par la S.C.E.A. de LA BELLE JOIE, le 10 février 2005,
  - VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
  - VU l'arrêté préfectoral en date du 12 juin 2006, établissant le troisième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
  - VU la demande présentée le 11 avril 2006, modifiée, par l'installation classée « **S.C.E.A DE LA BELLE JOIE (LE MAITRE)** », sise « La Belle Joie » en LOUDEAC, en vue de la restructuration, avec reprise et regroupement de 3 cheptels, d'un élevage porcin autorisé, réparti sur deux sites (LOUDEAC "La belle Joie" : 112 pl. maternité, 570 pl. gestantes-verraterie, 2480 pl. post-sevrage, 2610 pl. engraissement, 120 pl. quarantaine-infirmerie - TREVE "Les Isles" 1040 pl. engraissement), soit un cheptel global de 6312 pl. d'animaux équivalents, avec mise à jour du plan d'épandage, (Section ZY n° 88-93-94 et YA N° 1 sur la commune de LA MOTTE et ZR n° 24); - les sites de "La Ville au Cointre" en ST JACUT DU MENE, "La Ville Gestin" en ST MAUDAN et "La Tourelle" en LOUDEAC étant vidés
  - VU les plans et documents annexés à cette demande ;
  - VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur;
  - VU les délibérations des conseils municipaux de GRACES -UZEL (23 Novembre 2006) - LOUDEAC ( 26 octobre 2006) - LA MOTTE (27 octobre 2006) - TREVE ( 9 novembre 2006) ;
  - VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
  - VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 8 octobre 2007 ;
  - VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 26 octobre 2007;
  - VU les avis généraux émis par le Conseil Départemental d'Hygiène le 24 octobre 1997 sur l'alimentation biphasé et le 26 juin 1998 sur les effectifs porcins ;
  - VU la convocation adressée à l'éleveur par courrier recommandée du 11 octobre 2007 avec accusé réception du 13 octobre 2007 ; lui communiquant le rapport susvisé ci-dessus ainsi que le projet d'arrêté préfectoral,
- CONSIDERANT que l'exploitant a été en mesure de présenter ses observations au sujet du présent arrêté aux termes d'une procédure contradictoire ;
- CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant de l'OUST;

CONSIDERANT qu'il n'y a pas lieu de revenir sur la dérogation de distance accordée par arrêté du 23 juin 2000

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de LOUDEAC, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage 75 ha ;

CONSIDERANT qu'il s'agit de l'agrandissement d'une exploitation par acquisition des droits d'exploiter de porcherie existantes et restructuration par rapatriement sur les deux sites principaux « la Belle Joie » en LOUDEAC et « les Isles » en TREVE.

CONSIDERANT que les conditions concernant ces restructurations externes ont été respectées : accords C.D.O.A , baux ou actes de propriété présentés par le pétitionnaire

CONSIDERANT que les sites sont autorisés au titre des installations classées pour la protection de l'environnement

CONSIDERANT que suite au transfert des places, les bâtiments existants sur les 3 élevages repris ne seront pas démolis mais réaffectés vers d'autres fonctions (stockage de matériels, abris ...)

CONSIDERANT qu'afin de ne pas augmenter la charge d'azote à épandre sur les terres exploitées en propre , le pétitionnaire a diminué de 50 places d'engraissement sa demande initiale de places à rapatrier;

CONSIDERANT qu'après restructuration l'élevage comportera 644 reproducteurs présents qui produiront 16120 porcelets et engraissera 10950 porcs charcutiers ;

CONSIDERANT que l'alimentation biphase ainsi que l'ajout de phytases induira une production annuelle d'azote de 45351 UN et une production de 22085 UP2O5 pour l'élevage concerné ;

CONSIDERANT que la totalité du lisier sera traité dans une station de type biologique déjà existante, en fonctionnement depuis 5 ans et dont le dimensionnement peut accepter l'accroissement de cheptel prévu

CONSIDERANT que la station permet un abattement de 80% du phosphore,,

CONSIDERANT que les résidus organiques issus de la centrifugeuse sont asséchés et compostés sous le hangar existant (9070 UN) avant d'être exportés vers des cantons dont la charge azotée est inférieure à 140 UN/ha par la Société TERRIAL , sise La Croix Martin en LIZIO (56460),

CONSIDERANT le contrat de reprise du 1 er mars 2006 avec TERRIAL – effectif concerné :  
- Tonnage concerné 1030 T de compost ;

CONSIDERANT qu'il restera à gérer sur les terres en propre (49,61 ha), 7282 UN et 90,3 UP2O5,

CONSIDERANT que le projet n'accroît pas la quantité d'azote épandue sur le plan d'épandage (+ 7 UN) ;

CONSIDERANT que la S.C.E.A. LA BELLE JOIE n'apporte pas de phosphore d'origine animale,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « **S.C.E.A DE LA BELLE JOIE (LE MAITRE)** », sise LOUDEAC au lieu-dit « La Belle Joie » à exploiter à cette même adresse en LOUDEAC, (section ZY n°88,93,94 et YA n° 1 sur la commune de La Motte) et au lieu-dit « Les Isles » en TREVE (section ZR n° 24 ) conformément aux plans et mémoires annexés à la demande :

⇒ **un élevage porcin dont la capacité maximale est de 6312 pl. animaux équivalents**, répartis comme suit :

« La Belle Joie » LOUDEAC	« Les Isles » TREVE	Animaux équivalents
112 pl. maternité	0 pl. maternité	soit 336 PAE
570 pl. gestantes-verraterie	0 pl. gestantes-verraterie	soit 1710 PAE
2480 pl. post-sevrage	0 pl. post-sevrage	soit 496 PAE
2610 pl. engraissement	1040 pl. engraissement	soit 3650 PAE
120 pl. quarantaine infirmerie	0 pl. quarantaine infirmerie	soit 120 PAE
Total : <b>5892</b> animaux	Total : <b>1040</b> animaux	<b>Total : 6312 pl. animaux-équivalents</b>

⇒ **une unité de traitement des lisiers** comprenant :

- une séparation de phase en tête (produisant un co-produit ci-après dénommé "résidus organiques") ;
- un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;
- une séparation du lisier traité par décantation / filtration secondaire des boues (produisant deux co-produits ci-après dénommés "boues biologiques" et "effluent épuré" ;
- une fosse de stockage des boues biologiques ;
- une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement traitera la totalité des déjections de l'élevage ci-dessus, à savoir : 11371 m3 de lisier (45351 kg d'azote) produits annuellement.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement (comprenant élevage et unité de traitement) soumise à autorisation sous la rubrique n° 2102-1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et celles définies ci-après.

**Il est également donné acte à la SCEA de la BELLE JOIE de sa déclaration** selon laquelle elle fait connaître qu'elle va exploiter à cette adresse **une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique** dont la capacité maximale de production est de 1030 tonnes par an (compost de lisier de porcs) à 30% de MS soit 515 T après séchage (60% MS).

Pour l'exploitation de cette fabrique d'engrais et support de culture, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 2170 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions générales de l'arrêté préfectoral ainsi que les prescriptions particulières définies ci-après.

## ARTICLE 2 - Prescriptions particulières concernant l'élevage porcin :

### 2.1 : Effectifs

2.1 1 - Sur le site de « La Belle Joie » en LOUDEAC, l'effectif porcin maximal en présence simultanée ne devra pas dépasser 672 reproducteurs (truies verrats cochettes) , 2610 porcs charcutiers et 2480 porcelets sevrés de moins de 30 kg ; et sur le site des « Isles » en TREVE , 1040 porcs charcutiers.

2.1.2 - L'effectif porcin moyen annuel, sur le site de La Belle Joie en LOUDEAC ne devra pas dépasser 644 reproducteurs (truias verrats cochettes). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique ... ).

2.1.3 - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement...).

Dans le cas d'engraissement à façon, le pétitionnaire devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

## *2.2- Alimentation biphase et ajouts de phytases*

2.2.1 - L'alimentation biphase avec utilisation de phytases déjà mise en place sera conservée pour les animaux présents dans les bâtiments existants et sera mise en place dès la mise en service des bâtiments neufs.

2.2.2 - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures, ..... ) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux phytase). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

2.2.3 - En cas de non respect des normes "biphase CORPEN" et de non utilisation de phytases, le pétitionnaire devra soit réduire sa production en fonction du plan d'épandage, soit présenter un autre moyen d'élimination des déjections en rapport avec la quantité d'azote et de phosphore organiques produits.

## ARTICLE 3 - Prescriptions particulières concernant l'exploitation de l'unité de traitement des lisiers

3.1. - Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les auto-surveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

3.2. - Aux fins de contrôles, seront placés :

a) - un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans l'unité de traitement ;

b) - un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;

c) - un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des boues biologiques produites ;

d) - un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit. Un compteur volumétrique sera installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré afin de mesurer le volume utilisé en irrigation ;

e) - un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;

f) - un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

3.3. - Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

3.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact . Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.

3.5. - Débits et flux de pollution entrant dans l'unité de traitement :

Lisier brut	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen
Volume	11 371 m3	31,1 m3
N Global	45 351kg	124 kg

\* sur 7 jours consécutifs et avec un maximum de 30 jours/an

### 3.6. - Débits et flux de pollution relatifs aux co-produits :

Résidus organiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	1574 m3	4,3 m3
N Global	9 070 kg	25 kg

Boues biologiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	2 069 m3	5,6 m3
N Global	6 094 kg	16,7kg

Effluent épuré	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	8279 m3	22,7 m3
N Global	1188 kg	3,2 kg

### 3.7. - Autosurveillance : suivi

L'éleveur procédera quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- relevé du volume de lisier brut entrant ;

L'éleveur procédera hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de résidus organiques produits ;
- relevé du volume de boues biologiques produites ;
- relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- relevés de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase, ....).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année de l'augmentation de cheptel (période de "mise en charge"), des tests rapides NH4/NO3 seront réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire sera suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides seront consignés par l'éleveur sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

### 3.8. - Autosurveillance : bilan matière

3.8.1. - Pendant un an à compter de la montée en charge de l'unité de traitement après l'accroissement du cheptel l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- bilan des volumes de lisier brut entrant et des différents co-produits,
- une analyse du lisier brut (MES, NK, Pt, K2O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses) ;
- une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K2O). L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus ;

-une analyse des boues biologiques (MES, NK, Pt, K2O). L'échantillon sera prélevé dans le local de stockage ;

- une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K2O). L'échantillon sera prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

-

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés bi-mestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

3.8.2. - Au terme de cette année de "mise en charge", le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes précités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de "mise en charge" est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces 6 mois.

3.8.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la "mise en charge" est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

### 3.9. - *Assistance technique* :

Si l'éleveur a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'éleveur.

### 3.10. - *Validation de l'auto-surveillance* :

Une visite par un organisme reconnu indépendant pourra être diligentée à la demande de l'Agence de l'Eau ou du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

La mission de validation de l'auto-surveillance consiste à :

- a) établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter;
- b) effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'auto-surveillance (vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en oeuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans....),
- c) vérifier la "traçabilité de l'azote" (correspondance N théorique CORPEN / N réellement traité, cohérence N entrant dans la station / N dans les co-produits...).

A l'issue de cette visite, un rapport détaillé sera adressé au service des Installations Classées.

## ARTICLE 4 - Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage des co-produits et lisiers bruts.

4.1. - Les lisiers bruts porcins seront stockés dans des fosses d'un volume de 6594 m3.

4.2. - Les résidus organiques seront stockés dans un local couvert de 400 m2

4.3. - Les boues biologiques seront stockées dans une fosse de 2288 m3.

4.4. - L'effluent épuré sera stocké dans une lagune de 4300 m3.

4.5. - Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, boues biologiques, effluent épuré) et le réacteur biologique de 1090 m3 devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

4.6. - L'effluent épuré sera utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :

- l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins,
- les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls),

-la pression doit être basse (2,5 bars maximum en sortie de buse).

4.7. - Les épandages de lisiers bruts et de co-produits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré seront consignés dans un cahier de fertilisation conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier de fertilisation sera annexé au cahier d'exploitation.

4.8. - Pour les co-produits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement seront annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'éleveur devra trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces -produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

4.9. - Le transport des lisiers bruts, des boues biologiques, de l'effluent épuré et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier de fertilisation.

#### ARTICLE 5 - Prescriptions en matière de mise en service et dysfonctionnements de l'unité de traitement.

5.1. - L'unité de traitement qui est déjà construite et mise en service devra poursuivre son fonctionnement.

5.2. - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

#### ARTICLE 6- Prescriptions particulières concernant la fabrique d'engrais et de support de culture (2170)

##### 6.1. *Aménagement et fonctionnement des installations :*

###### 6.1.1. - Généralités

La fabrication des produits (compost de résidus organiques de lisier de porcs) est déjà réalisée par une unité de compostage comprenant :

- un tapis de séchage,
- une aire de maturation et de stockage du compost permettant un stockage de 4 mois et offrant un accès aux engins et véhicules nécessaires à l'enlèvement,
- une fosse de récupération des jus de ressuyage.

Les résidus organiques seront compostés conformément à la méthode décrite dans l'étude d'impact, notamment en ce qui concerne la fréquence, la durée des cycles et le calendrier annuel du chantier et des actions à effectuer.

###### 6.1.2. - Résidus organiques entrant dans l'unité

L'unité de compostage traitera les résidus organiques de l'unité de traitement, à savoir : 1584 m3 de résidus organiques ( 9151 kg d'azote) produits annuellement.

###### 6.1.3 - Aménagement de l'unité de compostage

L'unité de compostage sera réalisée conformément aux indications de l'étude d'impact :

- a) - l'aire de compostage sera couverte,
- b) - un système de collecte des écoulements sera aménagé,
- c)- le sol sera stabilisé et devra être réaménagé en cas de dégradation importante préjudiciable au compostage.

###### 6.2. - *Conformité des produits :*

Conformément au dossier déposé, les engrais et supports de culture fabriqués (compost de lisier de porcs) devront répondre aux exigences des normes en vigueur (Norme NFU 44051 - Compost végétal).



Pour les éventuels produits non conformes, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en œuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

#### 6.3 - *Destination des produits* :

Les produits obtenus ne pourront en aucun cas être épandus dans des cantons où la charge moyenne en azote organique est supérieure à 140 kg d'azote par hectare. Cette exclusion concerne notamment les cantons en excédent structurel.

#### 6.4. - *Traçabilité des produits* :

Le pétitionnaire tiendra à jour un registre de la destination des engrais et supports de cultures produits comportant au minimum pour chaque enlèvement les informations suivantes :

- a) - Date d'enlèvement du site ;
- b) - Nom, adresse et coordonnées du destinataire final ;
- c) - Nature ;
- d) - Nom du transporteur ;
- e) - Quantité en tonnes et en m3.

A la fin de chaque années civile, le pétitionnaire transmettra au service des installations classées un bilan annuel, comportant :

- a) - Les informations définies ci-dessus ;
- b) - Les originaux des bons d'enlèvement ;
- c) - Un état des stocks au 31 décembre.

Compte tenu de l'existence d'un contrat de commercialisation des produits par un tiers (TERRIAL), certaines informations demandées ci-dessus (destinataire final notamment) pourront être transmises directement par le dit tiers à l'inspecteur des installations classées. De plus si ce contrat de commercialisation n'est pas respecté ou renouvelé par les contractants ou est rompu, le pétitionnaire devra soit fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation de l'élevage.

#### 6.5. - *Délais de mise en service - Dysfonctionnement*

L'unité de compostage qui est déjà mise en service devra poursuivre son fonctionnement.

L'éleveur avertira le service des installations classées des dates de construction et de montée en charge de l'unité de compostage.

En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt de l'unité de compostage, le service des installations classées sera immédiatement prévenu.

### ARTICLE 7 - Résorption

- Biphase = 8599 UN
- Éliminé traitement = 28 999 UN
- Transfert = 9070UN
- Prélèvement restructuration = 4034 UN

### ARTICLE 8 -

La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

### ARTICLE 9 –

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession

## ARTICLE 10

L'éleveur est tenu de déclarer sans délai au service des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra en outre se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

## ARTICLE 11 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de LOUDEAC pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

## ARTICLE 12 -

Les décisions préfectorales susvisées des 20 novembre 1980, 23 juin 2000, 27 septembre 2005, 4 août 2002, 24 juin 1988 et 25 janvier 1994 sont abrogées et remplacées par le présent arrêté.

## ARTICLE 13 -

«Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX). Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée».

## ARTICLE 14 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Maire de LOUDEAC, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, aux maires de GRACES -UZEL- LA MOTTE - TREVE .

SAINT-BRIEUC, le 29 novembre 2007

LE PREFET,

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Signé : Jacques MICHELOT